Zeitschrift: Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura

Herausgeber: Association pour la défense des intérêts du Jura

Band: 15 (1944)

Heft: 11

Artikel: De l'école au métier... et à l'homme

Autor: Bindit, M.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-825516

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

P734

QUINZIÈME ANNÉE N° 11 NOVEMBRE 1944

LES INTÉRÊTS DU JURA

Bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura

Paraissant 8 à 12 fois par an

Président de l'A. D. I. J.: M. F. REUSSER, Moutier Tél. 9 40 07	Secrétaire de l'A. D I. J. et Administr. du Bulletin: M. R. STEINER, Delémont Tél. 2 15 83	Caissier de l'A. D. I. J.: M. H. FARRON, Delémont Tél. 2 16 57

Compte de chèques postaux : IVa 2086, Delémont. — **Abonnement annuel:** fr. 4.—, **le numéro:** 75 ct. — **Publicité:** S'adresser au Secrétariat de l'A. D. I. J. à Delémont.
Editeur: Imprimerie du « Démocrate » S. A., Delémont.
Pour toute reproduction de textes, indiquer la source.

De l'école au métier... et à l'homme

Il fut un temps, pas très loin dans les siècles, où les principes d'un gouvernement qui voulait être sage, avisé et moderne, se résumaient par cette formule, à la fois claire et lapidaire, que l'école d'aujourd'hui répète dans ses leçons d'histoire : Tout pour le peuple, rien par le peuple. C'était un principe nouveau, même un progrès à côté de cette autre conception sociale issue du moyen âge et qui disait : Oignez vilain, il vous poindra ; poignez vilain, il vous oindra. La Révolution et sa « Déclaration des Droits de l'Homme » devaient anéantir ces deux tendances et proclamer, avec le suffrage universel et la fin des privilèges, un nouveau crédo qu'on lit encore aux murs de tous les édifices de France que la guerre laisse debout : Liberté, Egalité, Fraternité.

C'est à la lumière de ces nouvelles affirmations que le monde du XIXe siècle est entré dans la voie du libéralisme politique, voire économique ; sous le poids de leurs abus, les corporations de métiers avaient sombré dans la tourmente de 1789, marquant ainsi la fin de la séparation verticale entre les classes sociales. Libéralisme sur tous les plans.

Mais à l'aube de ce même XIXe siècle venait d'apparaître un élément nouveau : le machinisme, danger encore inconnu d'asservissement de l'homme, dont personne ne pouvait, à l'origine, prévoir les conséquences. Il n'est plus téméraire de déclarer maintenant que le siècle passé s'est développé sur une contradiction entre le politique et le social, qui devait aboutir au bouleversement complet de notre génération. Un fait nous permettra de mesurer en gros l'étendue de cette dislocation imposée aux traditions d'un peuple par l'industrialisation du travail. Vers 1800, le

90 % de la population suisse vivait de l'agriculture. Aujourd'hui, après 1 ½ siècle, la proportion atteint à peine le 20 %. Que s'est-il passé ?

Après l'utilisation de la vapeur, celle du gaz et de l'électricité a fait son apparition dans les ateliers. Puis apparurent les usines, toujours plus grandes, avec leurs problèmes de technique, de main-d'œuvre, de perfectionnement des machines, d'investissement de capitaux. Ce grand essor industriel au sein de l'économie moderne devait provoquer de grands changements dans la vie sociale : aspirations, habitudes, besoins et goûts nouveaux ; rapports politiques, sociaux, civiques, spirituels, même religieux complètement remis en question. C'est au cours de ce XIXe siècle que des populations entières ont dû s'habituer à vivre en salariés, détachés du sol. Livrées complètement aux incertitudes d'une industrie naissante, sans principes directeurs et sans lois organiques, ces populations nouvelles virent apparaître en leur sein le socialisme et le syndicalisme, tous deux opposés, par les nécessités de la vie pratique autant que par les déductions scientifiques de leurs théoriciens, aux tendances individualistes d'un patronat tout neuf, sans expérience sociale. Cependant la fin du siècle dernier connut déjà, même chez nous, des chefs d'industrie qui pressentaient certaines conséquences inévitables d'une civilisation progressivement mécanisée : les crises économiques et le chômage. C'est l'époque où naquirent la plupart des cités industrielles de notre Jura, période de grand essor, de progrès technique, de développement général.

Mais hélas ! cette mécanisation du travail devait, par voie de conséquence, provoquer celle des esprits, c'est-à-dire développer une sorte de passivité, de désintéressement croissant à l'égard des responsabilités d'ordre social, civique, même spirituel. La vie se matérialisait progressivement dans toutes les classes de la population ; et, nous l'avons déjà dit, ces classes n'étaient plus séparées verticalement comme au temps des corporations, mais horizontalement, d'après la valeur en argent de tel métier, de tel emploi ou de telle situation. C'est ainsi qu'au seuil du siècle présent, la mentalité moyenne dont on vivait chez nous, se détachait de ses bases traditionnelles pour chercher des voies nouvelles. L'ouvrier, par exemple, pressentait un avenir de prospérité qui devait s'édifier sur un esprit de fraternité internationale à créer par le travailleur, éventuellement par une révolution. Le patron et le bourgeois ne voyaient pas l'utilité d'un bouleversement social. Une marche prudente de progrès en progrès devait, d'après eux, conduire les hommes aux plus belles conquêtes de la science. Des deux côtés, optimisme et confiance en l'homme. Quant au pédagogue, chargé de préparer une génération meilleure pour le bel avenir qui l'attendait, il déclarait volontiers que ce siècle serait celui de l'enfant. Bref, nous étions une génération que l'optimisme humain devait conduire aux plus belles espérances et l'homme de 1944 sait déjà une partie de ce que réservait ce siècle de pro-

grès : deux guerres mondiales dans sa première moitié et des révolutions partout. Em. Monnier, le directeur de l'ancienne revue *Esprit,* déclarait en 1938 : « Au bord d'une période révolutionnaire où la cité sera reconstruite des assises jusqu'au faîte, où l'homme lui-même sera sollicité à revoir son héritage depuis le premier sou, la question se pose très simplement : savoir si nous voulons mourir avec ce qui meurt ou détacher nos valeurs éternelles du monde qui s'enfonce, et les reprendre à leur source pour féconder le monde qui vient. »

Nous pouvions bien dire aujourd'hui que notre siècle est celui d'une révolution qui bouscule tout et pousse à l'inventaire dans tous les domaines de l'activité et de la pensée des hommes ; aussi dans le métier.

* * *

Nous savons en Suisse, encore mieux devant la perspective de l'après-guerre, que pour vivre nous devons exporter les produits d'une industrie toujours plus qualifiée. Or, qui dit industrie dit aussi main-d'œuvre. Le besoin d'un personnel particulièrement formé s'est toujours fait sentir dans nos entreprises et chez nos artisans. C'est déjà dans les années 90 qu'apparaissaient les premières écoles professionnelles du Jura, pour seconder l'industrie et le commerce dans la formation de leur jeune personnel. Dès la fin de la dernière guerre s'affirmait le besoin d'organiser l'apprentissage, de perfectionner les écoles et de légiférer. Ce fut le travail d'avant cette guerre, et nous savons aujourd'hui combien il fut utile. Mais la tâche n'est pas achevée. L'apprentissage du métier réclame pour l'après-guerre une précision encore plus nette. L'impératif des circonstances montre même que le besoin de réforme passe au delà du métier et touche à l'homme lui-même dans toute sa formation. Une continuelle remise au point ne s'impose pas seulement dans les gestes pratiques du métier, mais aussi dans la valeur sociale de celui-ci et de l'homme qui le pratique. Dans le métier comme dans la cité, la mécanisation du travail a entraîné celle de l'homme dans toute sa vie de travailleur et de citoyen. Transporté hors de ce qui est manuel, l'automatisme devient indifférence, passivité, insensibilité. De là à l'égoïsme et au « chacun pour soi », le pas est vite franchi. Alors commence dans tous les secteurs de la vie le règne de l'individualisme, de l'homme au centre, de l'homme mis à la place de Dieu. Si nous touchons d'emblée à la responsabilité totale du travailleur, c'est pour poser tout de suite un principe de base à propos du métier. Il y a quelques années encore, on admettait volontiers qu'une bonne préparation pratique suffisait pour faire un ouvrier qualifié, les autres facteurs de développement d'un homme ayant peu à voir, pensait-on, dans la valeur professionnelle de

l'individu. Voilà précisément ce que nous ne croyons plus. Voici pourquoi :

Au cours de son évolution dans son apprentissage du métier et de la vie, la jeunesse ne sépare pas, ne cloisonne pas. Partout où elle est, elle réagit, observe, écoute et voit ; en un mot, elle vit, influencée par tout ce qui vit et agit autour d'elle. C'est de son âge. Il n'est donc pas indifférent de veiller au climat du ou des milieux où elle passe ses années d'apprentissage, pas plus que les précédentes. Nous voulons répéter par cela que l'apprentissage, partagé généralement entre l'atelier et l'école, n'est pas seulement une question de connaissances techniques et d'habileté pratique, mais qu'il dépend, dans une mesure plus grande qu'on ne le croit généralement, de l'atmosphère dans laquelle vivra et travaillera le jeune homme ou la jeune fille ; nous insistons sur ce point.

Les organes de l'apprentissage.

Après la famille, dont nous ne dirons rien ici, il y a premièrement l'atelier, surtout son personnel avec ses habitudes et son ambiance. Evidemment, l'attitude et les propos d'un patron, d'un technicien ou d'un chef d'atelier, aussi bien que ceux des camarades de travail, sont d'une importance incontestable sur la manière dont réagira le jeune apprenti, tout neuf dans la vie d'un atelier ou d'un bureau. Nous savons, par des témoignages fréquents, ce qu'il en est à ce sujet. Mais l'atelier n'étant pas notre domaine, il ne nous appartient pas d'insister.

Comme l'atelier, l'école professionnelle se trouve en présence d'une double tâche qui consiste à former en même temps le praticien et l'homme. Reconnaissons en passant que trop souvent l'industrie, le commerce et l'artisanat n'ont guère demandé à l'école que des leçons spécialement adaptées aux besoins techniques du métier. Certes, on tâchait de choisir un corps enseignant convenable; mais on savait, cas échéant, se montrer d'une patience et d'une clémence parfois déconcertantes, à l'égard de tel maître dont l'attitude d'homme permettait, pour le moins, de sérieuses réserves. Le climat d'une école, civique ou spirituel, retenait peu l'attention.

Depuis quelques années, les milieux responsables de l'enseignement professionnel commencent à réagir, désirant que leurs écoles soient à même d'exercer une influence complète sur la jeunesse commise à leurs soins. Ces milieux ont raison. Une école professionnelle peut beaucoup par son climat. L'adolescent aime qu'on s'occupe de lui, qu'on parle avec lui de la vie sous ses aspects divers. Il s'attache volontiers à un aîné en qui il découvre de l'intérêt et de l'affection.

Un collège des maîtres sans consistance n'a aucun rayonnement. C'est pourquoi il est bon de prévoir, au cours de l'année

scolaire, des rencontres de maîtres, pour affermir le minimum dont dispose un établissement en fait de témoignages, d'exemples des aînés devant la vie. Que dirions-nous par exemple, d'une école qui tolérerait qu'un professeur fût manifestement pris de vin en arrivant en classe ? Ces rencontres périodiques peuvent être d'une importance capitale quant au climat d'une école.

Le maître d'instruction civique, en particulier, peut jouer un rôle de premier plan. Son bagage de connaissances sur l'histoire et la vie du pays ne sera jamais trop étendu. Mais c'est lui surtout qui devra se montrer conséquent en payant de sa personne sur le plan de la discipline personnelle et de la probité. Dans ce domaine, l'attitude de l'homme qui enseigne est aussi importante que sa connaissance de la matière à enseigner.

De même pour le recteur. S'il n'est qu'administrateur, sa tâche restera sans rayonnement. Comme tout bon maître, le recteur peut éveiller et stimuler. Il a raison dès qu'il conçoit sa tâche comme celle d'un animateur à l'égard des élèves, d'un collaborateur parmi ses collègues, d'un agent de liaison entre tous, y compris la Commission de surveillance, l'Office cantonal des apprentissages, les patrons et les parents des élèves. Il doit avoir la confiance de tous. S'il en est ainsi, son école ne peut que réussir dans sa mission. Au cas contraire, ce recteur fera bien de démissionner avant d'avoir tout sclérosé autour de lui.

La vie d'une école professionnelle dépend essentiellement du recteur, de son attitude, de son allant et des moyens d'émulation dont il dispose. Pour peu que les autorités dont il relève l'appuient et l'encouragent, il sera sûr de réussir. Il lui sera facile, pour donner de l'animation dans ses classes, d'organiser en plus du programme obligatoire, des cours facultatifs spécialisés, ainsi que quelques conférences générales qui rassemblent occasionnellement toute l'école avec patrons, ouvriers et contremaîtres. Alors son but sera atteint : le jeune homme aura vraiment l'impression de faire un apprentissage total où le métier et la vie dans la cité lui paraîtront d'égale importante. Fini le temps des spécialistes perfectionnés qui se croient le droit de vivre dans la société comme des égoïstes ou des malotrus. Le futur ouvrier, employé ou patron, acquerra dès l'école le goût de prendre sa part de responsabilité et d'intérêt dans l'aventure commune de la cité, aussi bien que dans celle de l'entreprise où il apprend à gagner son pain. Par l'atmosphère tonique qu'elle aura su créer autour d'elle, l'école aura mobilisé la jeunesse et l'aura lancée utilement dans la vie. Pour peu que l'employeur ait partagé le même souci, l'école ne fera que lui aider à préparer, dans un cadre de vie normale, une génération prête à prendre toutes ses responsabilités d'après-guerre. En fin de compte, tous deux auront contribué à repréciser la hiérarchie des valeurs que la vie moderne avait brouillée et qui consiste à remettre en toute circonstance l'homme au-dessus de la machine et de l'argent. Alors, chez nous, « le peuple des bergers », pourra chanter avec une conviction réaffermie qu'« il n'a pas

d'autre maître que son Dieu juste et fort ». Car c'est de cette vérité de toujours que l'école et l'individu se sont écartés au cours de ce dernier siècle de progrès illusoire.

Les pouvoirs publics.

Autour de l'apprenti, de son atelier et de son école gravitent diverses institutions qui, par les soins du recteur et de la Commission de surveillance, doivent entretenir des contacts constants avec la vie de l'apprentissage : il y a une commission des apprentissages, une commission des examens, un office d'orientation professionnelle, tous régis par l'Office cantonal des apprentissages.

Toutes bonnes en soi, ces institutions ne feront un travail vraiment positif que si chacune d'elles et chacun de leurs membres ont réellement engagé leur part de responsabilité. Pas de membres passifs ou décoratifs. Le plus grand risque est toujours celui de la routine qui voile les vrais problèmes et efface les besoins de réformes. Les bonnes volontés incompétentes constituent un luxe dont il faut se défaire.

Au Jura, les offices d'orientation professionnelle ne donnent pas encore l'impression d'être pleinement intégrés dans l'ensemble de l'apprentissage. Ils n'apportent pas toujours des indications déterminables au 100 %, — ils n'en ont pas la prétention — mais leur collaboration ne peut rendre que des services.

Le point faible de toutes ces institutions gravitant autour de l'apprentissage, c'est qu'elles n'ont pas encore l'habitude de se connaître et de s'aider.

L'individualisme du siècle les tient encore trop loin l'une de l'autre. Heureusement, l'Office cantonal des apprentissages veille au grain. Placé au centre de gravité de chacune de ces institutions, il peut, par ses vues d'ensemble, discerner les moments favorables à des formes nouvelles de collaboration. Après quelque dix ans d'expérience dans les domaines de la surveillance, de l'administration, des consultations et des suggestions, c'est précisément cet office qui, par la voix de son chef, M. Jeangros, résume l'orientation de son effort en disant que la formation d'un apprenti comporte un double but : le métier et l'homme.

Cette conclusion corrobore exactement celle que nous tirons des vingt ans de travail et de vie parmi les jeunes de toute une région industrielle. En soi, la jeunesse n'est pas matérialiste ; il est bon de le répéter. Elle reste toujours capable d'enthousiasme pour les valeurs supérieures de la vie. A nous, aînés, de la comprendre, de nous débarrasser, pour aller à elle, des désillusions de notre scepticisme et du désenchantement que nous apporte, à nous Suisses, une guerre dont nous avons à peine souffert jusqu'à ce jour.

Jeunesse.

Jusqu'ici nous n'avons guère parlé que de nous, aînés qui prétendons pétrir cette pâte magnifique de souplesse qu'est la jeunesse. Pauvres de nous, boulangers maladroits ! Y a-t-il eu sur la terre une génération de civilisés dont l'échec ait été plus net que le nôtre ? Etrange ! les culbutes et les catastrophes ont commencé juste au moment où, dans les écoles et dans l'esprit du siècle, commençait à régner l'humain détaché de Dieu.

Un mot au sujet de cette pâte toujours fraîche qu'est la jeunesse, plus riche en soi de perspectives et de possibilités que nos systèmes intellectuels les plus subtils. Il nous survient qu'après l'autre guerre les jeunes passaient pour turbulents et frondeurs et c'était vrai. Les années 1914-1918 laissaient derrière elles une génération montante que les aînés avaient dû négliger.

Que dire de celle d'aujourd'hui dans nos « vertes vallées » ? Sans entrer dans le détail, on pourrait distinguer trois catégories. La première serait celle des négatifs qui, par une attitude d'hostilité acquise sur les bancs d'école, ont cessé de s'intéresser à tout effort intellectuel. Eduquer leur caractère ou policer leurs habitudes ne leur dit rien non plus. Ils sont ce qu'ils sont et entendent le rester.

Les positifs sont ceux que la famille a pu suivre ou diriger au cours de leur évolution ils ont eu l'occasion de prendre goût à l'effort, à leur propre développement.

Les passifs, qui sont les plus nombreux, ne sont pas méchants, ni turbulents. Mais la guerre des nerfs, dans sa forme helvétique d'attente et de croissant danger d'indifférence, les a détachés du sens de la responsabilité. Le « miracle suisse » leur apparaît comme un fait qui va de soi, dû à la Providence ou au hasard ; ce qui, au reste, leur est égal.

Que faire devant ces trois attitudes ? S'il n'y a pas d'intervention, c'est le triomphe des passifs. En agissant à faux, on fortifie l'état de résistance des négatifs. L'orientation de la jeunesse est une tâche délicate qui réclame premièrement, de la part de tout intervenant, une attitude personnelle équilibrée et bien centrée. D'emblée se pose donc la question des cadres, des chefs et des éducateurs. Passer outre sur ce point, dans le domaine de l'apprentissage, revient à rester dans l'ornière du métier mécanisé et mécanisant ; c'est continuer à désintégrer l'homme de la grande aventure que peut être le travail en commun ; c'est le maintenir assujetti aux conceptions matéralistes de la vie ; c'est accroître en lui le malaise moderne de l'insatisfaction intérieure, qui pourrait ramener le goût du « grand soir ». Tout métier doit redonner à l'individu le double sens de sa dignité d'homme au-dessus de la matière et de sa complète dépendance à l'égard de Dieu seul. Le « progrès » des hommes avait brouillé les termes de l'équation ; le monde d'aujourd'hui en paie assez durement les

conséquences pour qu'il soit permis de reposer le problème. Pris au sérieux dans son métier, le jeune homme réagit et s'intéresse. Placé virilement devant les vérités fondamentales de la vie, il ne reste pas indifférent non plus. A nous, aînés qui voulons faire œuvre d'éducateur, de trouver le ton et les moyens accessibles à une jeunesse que le climat de *notre* guerre détache de *nos* vertus.

Etat actuel de l'effort post-scolaire.

Ne les connaissant que par ouï-dire, nous ne dirons rien des conceptions des employeurs à l'égard des jeunes qui sont en apprentissage ; elles sont très différentes d'un patron à l'autre. Dans l'enseignement professionnel, c'est aussi très variable. Si nous considérons la partie essentiellement pratique du travail qui leur est demandé, nous trouverons que nos écoles sont au point. Les programmes sont à même d'assurer un enseignement rationnel, en rapport avec les besoins de l'industrie moderne. Qu'il s'agisse de la mécanique, du bois ou du bâtiment, de la boucherie ou de la boulangerie, des métiers de l'étoffe ou du cuir, les cours pratiques sont au point, ou peuvent l'être. Point n'est besoin d'insister : les spécialistes sont alertés et comprennent fort bien leur tâche sous le contrôle avisé des autorités fédérale et cantonale, en contact direct avec les organisations professionnelles.

Quelques flottements, faciles à supprimer, subsistent dans le domaine des examens. Les rapports entre organes responsables : patrons, écoles, commissions et experts, sont à préciser et à répéter. Nous savons à ce sujet que l'Office cantonal des apprentissages est au clair et que seules des questions de crédit l'empêchent, pour le moment, d'apporter le remède nécessaire. Les rencontres de recteurs sont entrées dans les mœurs. Avec un peu de retard, celles du corps enseignant professionnel sont sur le même chemin. Le but commun reste le même : atteindre le double objectif du métier et de l'homme.

Préparation de l'homme.

C'est sur ce point que nous voudrions terminer cet exposé qui n'est, au reste, qu'un aperçu. Quand Nietsche, père spirituel de l'Allemagne d'aujourd'hui, disait que « das Vaterland ist das Kinderland », il avait foncièrement raison, pour son peuple et pour le nôtre ; pour tous les peuples. Nous Suisses, qui hésitons à parler sérieusement de défense spirituelle, avons-nous atteint un but dans ce domaine, ou avons-nous simplement décidé que le statut quo suffit à l'envergure de notre sagesse ?

En 1939, c'était le stade de l'inquiétude : bolchévisme, fascisme, nazisme, trois variantes de la révolte des hommes contre la vie, quand elle écrase. » Nous ne sommes rien, soyons tout ! »

Jusqu'à maintenant, la Suisse a résisté à ces formes modernes encore mal dégrossies, étrangères à notre histoire et à nos traditions.

Alors quoi ? nous disent les jeunes. Quelles sont ces traditions, ces convictions profondes, quel est ce roc solide sur lequel doit reposer toute institution vraiment suisse ? En 1941, lors du 650e anniversaire de la patrie, nous avons parlé, fait parler, ou laissé parler avec émotion des trois croix, symbole de notre histoire : celle du Christ, celle du drapeau et celle d'Henri Dunant. Beau symbole, à condition d'y croire, surtout au miracle de la première, miracle sans lequel les autres croix perdent leur sens au sein d'un modernisme ravagé par les « horribles nécessités de la guerre totale ».

Une des conséquences marquantes des grandes fêtes jubilaires fut un retour au respect des formes chrétiennes dans presque tous les milieux du pays, surtout lors des cérémonies officielles. Certes, ce changement d'attitude est d'importance. En 1873, par exemple, lors de la dernière restauration de la Constitution, les autorités fédérales s'inspiraient de principes sensiblement différents. Parlant du citoyen, roi de la démocratie, on disait volontiers : Nous n'avons pas besoin de rois chrétiens, nous n'avons besoin que de rois. Un penseur [1] dont se sont inspirés les politiciens d'hier et d'aujourd'hui — aussi en Suisse — n'hésitait pas à déclarer à ses nombreux disciples que seul l'humain est vrai et réel, que l'humain seul est raisonnable, et l'homme, la mesure de la raison. La philosophie nouvelle, disait-il, est la réduction totale, absolue et parfaitement logique de la théologie à l'antropologie. La philosophie nouvelle : « une tendance éminemment pratique qui prend la place de la religion, devient elle-même une religion ».

Aujourd'hui, l'autorité supérieure du pays tient un autre langage [2]. « Je vous parle pour reconnaître que les hommes du gouvernement chargés de résoudre les problèmes profanes ne peuvent renoncer au secours de Dieu, s'ils veulent exercer leur fonction pleine de responsabilités, accomplir exactement leur tâche et affirmer qu'ils peuvent et qu'ils veulent rester fidèles à leur profession de foi.

» C'est avec cette certitude intérieure que tous les conseillers fédéraux ont pris part aux cultes en campagne de Schwyz et ont par cela reconnu que le gouvernement du pays se place sur le terrain du christianisme et qu'il veut exercer sa fonction dans l'esprit des principes de la foi chrétienne. »

Ces deux citations un peu longues n'ont qu'un but : mettre en évidence le double héritage spirituel de notre génération et nous inviter, — spécialement nous qui prétendons ouvrir la voie

1) Lud. Feuerbach.
2) Conseiller fédéral Kobelt, 1er août 1941.

aux jeunes, — à démêler et à choisir entre le rationalisme du siècle dernier et le christianisme de toujours.

Au reste, ce n'est pas là le seul héritage discutable du XIXe siècle. L'évolution politique avait abouti au libéralisme intégral alors que l'avènement du machinisme et de l'industrie devait conduire ce même principe à l'absurde sur le plan économique. Certes, le patrimoine spirituel que doit transmettre notre génération n'est pas simple. A nous parents, patrons, contremaîtres et pédagogues, de démêler de quoi nous sommes faits pour ne communiquer aux jeunes que des principes dignes de la flamme dont nous voudrions les voir brûler. Car la jeunesse a besoin de brûler ; c'est là sa vocation. Elle a besoin d'une flamme. Un état de neutralité spirituelle et morale conduit les jeunes à l'indifférence, plus dangereuse que l'opposition ou l'hostilité. Donc à nous, hommes et femmes de cette génération, de savoir premièrement quelle est notre flamme. En d'autres termes, à nous de voir premièrement si nous avons une foi, et laquelle. Que répondrons-nous d'utile à la question silencieuse de la génération montante ?

Au fronton d'un collège de « notre Jura si beau », les constructeurs, en 1912, avaient inscrit : « Après le pain, le premier besoin du peuple est l'instruction. » Cette pensée peut paraître suffisante à un esprit qui ne voit pas au delà de la technique, de l'administration ou de l'organisation. Nous savons la dette de reconnaissance qu'a notre peuple envers les techniciens géniaux qui ont conçu et qui maintiennent l'économie dont la Suisse vit depuis cinq ans. Ce sont les techniciens de cette équipe qui nous disent aujourd'hui que la technique est au bout de ses possibilités, qu'il leur faut, à eux comme à nous, un appui qui dépasse la taille de l'homme.

Incertaine, la jeunesse qui nous observe, sent que ça boite. Parce que nous les suivons mal, les principes dont nous nous réclamons la laissent indifférente. Un exemple parmi beaucoup : Dans des cas toujours plus nombreux, la jeunesse de chez nous ne sait plus se marier. Preuve en soient les causes les plus fréquentes des divorces d'aujourd'hui. Si elles ne sent plus l'importance des problèmes fondamentaux de la vie, c'est que nous ne les abordons plus, ou que nous les abordons mal entre nous, aînés ou avec elle.

Nous ne savons plus faire sentir aux jeunes nos responsabilités et les leurs. L'âge des « sermons laïcs » et de la « bonne morale » est dépassé. La jeunesse a besoin d'exemples vécus plus que d'exhortations. Ce que les jeunes demandent de nous, ce que j'ai lu dans leurs regards, c'est que nous leur refassions un climat, une atmosphère tonique. Mais pas d'illusions ! Nous ne ferons rien avant d'avoir retrouvé nous-mêmes, aînés, notre ligne directrice. Préparer demain et l'après-guerre, c'est commencer par un inventaire serré de nos idées d'hommes faits, c'est procéder à un reclassement de nos principes de base sur le sens et le but de la vie ; à

moins que nous ne jugions suffisant de continuer, d'un esprit satisfait, à vivre seulement pour agir, fabriquer, vendre ou acheter, persistant à errer, sur le plan de l'esprit, au gré des caprices de l'égoïsme humain.

M. BINDIT.

L'Office cantonal bernois pour l'introduction de nouvelles industries

Nous pensons intéresser nos lecteurs en les renseignant sur les buts et l'activité de ce nouvel office.

L'Office cantonal bernois pour l'introduction de nouvelles industries, créé sur l'initiative de la Direction cantonale de l'Intérieur, a commencé son activité le 1er février 1944. Il est adjoint administrativement au Bureau de Bienne de la Chambre cantonale du commerce et de l'industrie. Au cours des huit premiers mois de son activité, il a pris contact avec la plupart des milieux privés et publics intéressés à l'introduction de nouvelles industries.

L'idée de base, qui a guidé ses initiateurs, découle d'un besoin réel d'aide aux entreprises industrielles et artisanales, et aussi à tous ceux qui désirent créer de nouvelles entreprises et de ce fait de nouvelles possibilités de travail.

En un temps relativement restreint, une foule de projets, de propositions, de suggestions, ont été mis à l'étude. Une partie d'entre eux a pu passer avec succès au stade des réalisations ou est en voie d'y passer.

L'expérience a démontré que la formule adoptée, c'est-à-dire celle de faire de l'Office un organe officiel de la Direction cantonale de l'Intérieur, a été bien accueilli par tous ceux qui ont bénéficié de son intervention.

Conformément à sa mission, l'Office ne limite pas son activité à la recherche de nouvelles industries. Ses efforts tendent au contraire en tout premier lieu, à soutenir les entreprises existantes, soit pour leur permettre de se maintenir si elles sont en difficulté, soit pour étendre leur capacité de production et améliorer la qualité de leurs produits.

Dans certains cas, l'Office a dû intervenir pour empêcher l'exode d'entreprises prospères dans d'autres cantons. Dans d'autres cas, des expertises ont été faites en vue de la réorganisation de certaines entreprises dont l'existence était compromise par une gestion défectueuse.

Des artisans à la tête d'entreprises petites et moyennes, ont eu recours à lui pour le financement de leur commerce. Il est intervenu en leur faveur auprès des autorités, des banques et des